

Avenir Agro (Fesic, Agreenium) : pour un « choc d'attractivité » des métiers d'ingénieur agronome



Lancement d'Avenir Agro au SIA 2025 -

Les écoles d'agronomie « ont répondu favorablement à l'appel de l'État de se réunir, publiques comme privées sous contrat, dans l'intérêt général et collectif. Nous avons besoin d'un choc d'attractivité pour informer les plus jeunes sur ce qu'est l'agriculture ». C'est en ces termes que Benoit Bonaimé, directeur général de la DGER, présente le projet Avenir Agro, lors de son lancement, le 24/02/2025, au Salon international de l'agriculture.

Avenir Agro est l'un des 62 projets retenus dans le cadre de l'AMI CMA (compétences et métiers d'avenir) de France 2030. Il est doté d'un budget de 10 M€ (dont 7 M€ de France 2030) sur cinq ans, et vise à rendre visibles et désirables les formations et métiers des ingénieurs agro, notamment via une campagne de communication nationale.

Porté par AgroParisTech, il réunit un consortium de 26 partenaires, dont les membres de l'alliance Agreenium et les écoles agronomiques privées sous contrat, membres de la Fesic.

Laurence Deflesselle, présidente d'Agreenium, revient sur l'origine de ce projet : « Depuis 2022, nous réfléchissons à la manière de renverser la table sur l'image des métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Il faut changer les stéréotypes et lutter contre l'autocensure ».

« Nous sommes dans un contexte complètement contradictoire », affirme Philippe Choquet, directeur d'UniLaSalle et président de la Fesic. « Les métiers auxquels on forme répondent aux enjeux de transition écologique, d'alimentation et

d'environnement. Ce sont des thèmes qui plaisent aux jeunes, alors on se demande : pourquoi ne viennent-ils pas chez nous ? »

Travailler sur l'identité des ingénieurs agro pour rendre le métier attractif

La France entend augmenter entre 2017 et 2030 le nombre de ses ingénieurs agro de 30 %, celui des actifs agricoles de différents niveaux de compétences de 30 % et celui des vétérinaires de 75 %, d'après le PJJ orientation agricole adopté par le Parlement le 20/02. Pour Benoit Bonaimé, « c'est l'ambition dans le cadre d'une politique de souveraineté qui repose sur deux choses : renouveler les générations et accompagner les transitions ».

Il ajoute que, dans l'enseignement technique, « on a perdu 10 % de nos effectifs entre 2009 et 2019. Le résultat est que, dans le monde de l'entreprise, on cherche du monde, on cherche des compétences ».

Pour expliquer le manque d'ingénieurs agro, Philippe Choquet avance que les écoles sont en concurrence avec d'autres établissements : « Il y a d'autres formations qui sont très attractives. On voit une diminution du nombre de candidats dans nos écoles. »

« Nous avons des secteurs d'activité qui, vis-à-vis de nous, sont dans le rouge non pas car ils n'ont pas d'emploi, mais car ils ont des emplois qu'on n'arrive pas à pourvoir. »

Or, Laurent Buisson, directeur général d'AgroParisTech, pointe le caractère capital des formations et des métiers agro : « C'est un enjeu pour ces jeunes d'avoir un métier qui a du sens, ainsi que pour le pays. Car les métiers auxquels on prépare présentent une dimension stratégique évidente pour la France, notamment dans une époque où la souveraineté alimentaire prend une importance toute particulière. »

Une campagne nationale pour toucher les jeunes éloignés

Laurent Buisson partage la nécessité d'un « choc d'attractivité » pour attirer des « étudiants de milieux et d'origine de plus en plus divers ». Pour renforcer l'agriculture de demain, il faut « aller chercher les bonnes volontés et les compétences partout où elles se trouvent ».

« Si on veut que la campagne nationale de communication atteigne son objectif, il faut vraiment qu'on ait un travail approfondi sur la notion et l'identité de l'ingénieur agronome. »

Ainsi, Avenir Agro va lancer une campagne nationale d'information qui vise « des centaines de milliers de jeunes, des écoliers, des collégiens, des lycéens, mais aussi des étudiants en post-bac ». Pour Laurent Buisson, les étudiants sont les meilleurs ambassadeurs : « Il faut leur confier des salons avec des lycéens et des étudiants post-bac pour qu'ils expliquent ce qu'est un ingénieur agronome. »

Une initiative « unique » qui réunit écoles privées sous contrat et publiques

Les écoles publiques d'agro sont déjà structurées au sein de l'alliance Agreenium et travaillent « sur un plan d'attractivité et autour de la réception sur nos concours d'accès aux grandes écoles publiques », indique Laurence Deflesselle.

Dans une volonté de réunir toutes les écoles agréées par le Masa pour former les ingénieurs agro de demain, « la balle a été lancée à l'alliance Agreenium, en binôme avec Philippe Choquet, pour monter un projet. C'est la première initiative qui regroupe l'ensemble des établissements publics et privés qui forment les ingénieurs agro ».

Philippe Choquet abonde : « Nous nous sommes dit que nous avons besoin d'un choc d'attractivité et que nous serions plus forts à le porter ensemble. »

« Avenir Agro est un projet qui réunit tous les établissements d'enseignement supérieur agricole. C'est le projet de toutes les écoles », conclut Laurent Buisson.

Un consortium de 26 partenaires

Écoles publiques membres de l'alliance Agreenium :

AgroParisTech ; Bordeaux Science Agro ; Ensfea ; université de Lorraine (Enstib ; Ensaiaa) ; AgroToulouse ; Institut Agro ; VetAgro Bio Nantes ; VetAgro Sup

Écoles privées membres de la Fesic :

ESA ; ESB ; Isara ; Junia ; Purpan ; UniLaSalle

Fédérations de structures employeuses des ingénieurs agro :

Chambres d'agriculture France ; la Coopération agricole ; l' Ania ; l' Acta ; l' Actia ; Terres Inovia

Partenaires pour l'information et l'accompagnement sur les métiers et l'orientation :

Ocapiat ; Onisep ; [Apecita](#) ; UniAgros

Les structures employeuses parties prenantes du consortium

De nombreuses structures employeuses sont parties prenantes du projet, telles que la Coopération agricole, qui est « déterminée à jouer un rôle clé dans cette aventure ».

Patrick Tetard, membre de la Coopération agricole, ajoute : « Les défis à relever sont nombreux, et pour cela, nous avons

besoin de talents, notamment des ingénieurs agro pour occuper des postes stratégiques ». En effet, selon ses chiffres, la structure emploi « 190000 salariés, dont 29 % sont des cadres, et de nombreux ingénieurs agro ».

La participation des entreprises est essentielle pour Benoit Bonaimé : « On compte énormément sur le monde de l'entreprise, sur les coopératives pour ouvrir vos portes et faire découvrir vos métiers. C'est essentiel pour avoir un vrai choc d'attractivité. »

Les actions du programme Avenir Agro

Julien Couaillier, chargé des coopérations formation/recherche et attractivité chez Agreenium, indique à News Tank que « la première année vise à mettre en place une plateforme de messages pour identifier l'identité de l'ingénieur agro. En septembre 2026, nous lancerons une campagne sur Parcoursup en créant un concept de communication compréhensible par tous. »

« L'argent va bientôt arriver du SGPI, il faut maintenant que nous procédions au recrutement des personnels et au lancement des actions », estime quant à lui Laurent Buisson.

Un référentiel commun de compétences

Patrick Tetard salue « une initiative ambitieuse et essentielle pour l'avenir du secteur agroalimentaire ».

Dans l'objectif de rendre les formations d'ingénieurs agro plus attractives et visibles, la Coopération agricole annonce s'engager, avec son réseau de fédérations régionales et les coopératives adhérentes à :

- « participer à la création d'un référentiel commun de compétences pour les ingénieurs agro, en tant que recruteur et employeur connaissant les compétences nécessaires pour les défis futurs,
- développer et déployer des outils et ressources d'orientation pour les jeunes, leurs parents et les prescripteurs grâce à notre réseau national d'ambassadeurs composé de salariés de coopératives. »

Concernant le référentiel commun de compétences, Julien Couaillier indique à News Tank qu'il sera créé « avec l'ensemble du collectif pour faire l'inventaire de l'existant et mener un travail prospectif ». Ce référentiel à destination de l'ensemble des écoles publiques et privées sous contrat devrait « aboutir fin 2025, début 2026 ».

Déclinaison territoriale « indispensable »

« Le programme Avenir Agro est très ambitieux, et aura une forte déclinaison régionale, ce qui me paraît absolument indispensable », dit Laurent Buisson.

Cette déclinaison s'appuiera sur le maillage des écoles qui participent au consortium et qui couvrent l'ensemble du territoire : « Les écoles vont se répartir les zones géographiques pour aller chercher les jeunes et s'adresser à eux là où ils sont, c'est-à-dire dans les lycées agricoles, les IUT, les licences universitaires... afin d'expliquer le caractère absolument

extraordinaire des métiers auxquels on prépare ».

Par ailleurs, Julien Couaillier précise à News Tank que des « personnels seront embauchés par le porteur de projet, AgroParisTech, mais qu'ils seront au service de tous les établissements sur le territoire pour déployer les actions de communication ».